

C'est le pied, même la collabo Meloni embête SOS Méditerranée !

écrit par Christine Tasin | 28 mars 2023



Un bateau de migrants au large de l'Italie pendant une opération de sauvetage des garde-côtes, le 11 mars 2023 - La garde côtière italienne / AFP



Un bateau de migrants au large de l'Italie pendant une opération de sauvetage des garde-côtes, le 11 mars 2023 - La garde côtière italienne / AFP

Pauvre petite ONG riche à millions grâce aux sous du contribuable français qui ne peut plus faire la loi en Méditerranée !

Hier, [les garde-côtes tiraient sur l'Océan Viking](#), aujourd'hui Meloni fait voter un décret qui oblige les bateaux des ONG à voyager des jours pour aller déposer sa charge humaine avec l'interdiction stricte de ~~sauver au cours du voyage d'autres migrants en détresse~~ ramasser au cours du voyage d'autres migrants à la recherche du Paradis.

Les ONG qui effectuent des sauvetages en Méditerranée doivent désormais demander un port de débarquement immédiatement après une opération de secours. Les équipages des navires ont également l'obligation d'informer les exilés qu'ils peuvent faire une demande de protection dans n'importe quel pays de l'Union européenne et pas seulement en Italie.

Le gouvernement italien de Giorgia Meloni avait annoncé vouloir durcir les règles imposées aux ONG qui affrètent des navires humanitaires en Méditerranée. Mercredi 28 décembre, le Conseil des ministres a approuvé un décret prévoyant une série de nouvelles mesures plus strictes à l'encontre de ces organisations.

Le texte impose aux navires de demander immédiatement un port de débarquement vers lequel ils devront se diriger « sans délai » après une intervention de secours, plutôt que de rester en mer pour venir en aide aux occupants d'autres embarcations en danger comme c'est actuellement le cas.

Les missions de sauvetage des ONG opérant dans la Méditerranée durent généralement plusieurs jours, les navires enchaînant plusieurs opérations de sauvetage et accueillant souvent des centaines de personnes à bord.

Le nouveau décret adopté par les autorités italiennes impose également à l'équipage des navires de sauvetage d'informer les migrants qu'ils accueillent à bord de leur possibilité de

demander la protection internationale dans n'importe quel pays de l'Union européenne et pas seulement dans le pays de débarquement.

Aux termes de ce décret, les capitaines violant ces règles s'exposent à des amendes allant jusqu'à 50 000 euros et des infractions répétées peuvent être sanctionnées d'une immobilisation du navire.

Sévérité à l'égard des ONG venant en aide aux migrants

Depuis sa nomination en octobre à la présidence du Conseil italien, la dirigeante du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, Giorgia Meloni, et son gouvernement ont adopté une politique sévère à l'égard des ONG de sauvetage de migrants en mer. Ils les accusent de faire le lit des passeurs et des trafiquants ou encore d'encourager les migrants à tenter la traversée, ce que les associations contestent.

Riccardo Gatti, chef de l'équipe de recherche et de sauvetage à bord du Geo Barents, navire affrété par Médecins sans frontières (MSF), a jugé dans un entretien publié jeudi [par La Repubblica](#) que ce décret s'inscrivait dans une stratégie qui « augmente le risque de décès pour des milliers de personnes ».

Aux yeux de ce responsable, ces nouvelles règles visant à empêcher des sauvetages multiples bafouent le droit international, en plus d'être « éthiquement inacceptables ».

After the rescue of 113 survivors, ITMRCC provided [#OceanViking](#) with a distant Place of Safety (La Spezia), urging the ship to proceed to the location. Few hours later, ITMRCC reassigned an even further port: Ravenna, 900NM away and up to 4 long days of navigation. pic.twitter.com/6A7cGF8kPw

Ces dernières semaines, les autorités italiennes ont déjà imposé aux navires humanitaires de débarquer les migrants à leur bord dans des ports très éloignés des zones de sauvetage. Mardi, SOS Méditerranée avait indiqué se rendre à Ravenne, dans le nord-est de l'Italie, avec plus d'une centaine d'exilés à son port.

L'ONG s'était dit soulagée de pouvoir rapidement débarquer les rescapés mais a déploré d'avoir à effectuer quatre jours de navigation jusqu'à ce port situé à l'est de la ville de Bologne. « [...] Nous sommes la seule ONG de recherche et de sauvetage opérant actuellement en mer [...] Alors que nous nous dirigeons vers le nord, nous craignons que d'autres personnes en détresse en mer ne puissent pas être secourues », avait publié l'organisation sur Twitter.

https://www.bfmtv.com/international/europe/italie/italie-plus-de-1300-migrants-secourus-par-les-garde-cotes_AN-202303110230.html